



Conférence organisée par le GROUPE GIRAC/BUNTU

Bruxelles, Samedi 9 décembre 2017

Thème : Sortie de Crise en RDC- Quel rôle pour le Parlement Européen ?

- Orateurs : - Mme Cécile KIENGE ,Députée Européenne Italienne d'origine Congolaise
- Mme Justine M'POYO KASA-VUBU ,Présidente du Mouvement des Démocrates - MD, Ministre
Ambassadeur Honoraire
- Mr. Jean WONDO ,Expert Militaire

Analyse de Mme Justine M'POYO KASA-VUBU

Préambule

Mon analyse se base sur l'expérience vécue sur le terrain ces quinze dernières années. En ce sens, seule la vérité est utile, sinon une telle conférence ne servira à rien. Et donc je me suis dit que les organisateurs cette conférence ont sans doute ressenti un besoin de réajuster ce qui est possible. J'ai observé le rôle que le Parlement Européen a joué dans ce que l'on a appelé le processus de la " stabilisation " de la situation politique et sociale en RDC depuis le début des années 2000, moment où Kabila Kanambe a succédé à Laurent-Désiré Kabila. A l'époque, il fallait, nous disait-on, mettre fin aux rébellions armées et aux massacres des populations qui sévissaient à l'Est de la République à partir du Rwanda.

L'implication du Parlement Européen

Nous avons constaté beaucoup d'incohérences de la part du Parlement Européen dans le rôle qu'il s'est octroyé de fait en RDC :

-Incohérence par rapport aux principes démocratiques notamment le Droit International violé maintes fois par le Rwanda et l'Ouganda qui ont agressé militairement la République Démocratique du Congo. la Communauté internationale ayant délibérément fermé les yeux préférant in fine encourager la classe politique congolaise vers des négociations, arrangements, consensus etc, en lieu et place d'exiger le respect strict de la Constitution. Or, les massacres des populations, les viols des femmes et des petites filles, continuent jusqu'à présent.

-L'acceptation de deux camps en présence, à savoir : le camp du soutien au pouvoir dictatorial de Kinshasa et le camp de l'Opposition interne et externe la Diaspora. Mais le Parlement a continué à ne collaborer qu'avec le camp de l'Opposition d'accompagnement interne délaissant la Diaspora. Or toutes les institutions de la RDC sont hors mandat avec des Parlementaires qui sont illégitimes.



En réalité la question posée par Mme Cécile KIENGE dans son exposé au cours de cette conférence de savoir quel rôle peut jouer le Parlement Européen me laisse perplexe , car en réalité le Parlement Européen s'est arrogé de fait lui-même depuis l'arrivée de Joseph Kabila Kanambe au pouvoir en 2001, un rôle de partenaire accompagnateur dans le dossier du Congo en adoptant des positions politiques inspirées subtilement par la Belgique ; positions et qui globalement n'ont pas répondu aux attentes du peuple congolais.

- 1) L'Europe a soutenu que la RDC et son gouvernement négocient la fin de la guerre à l'Est de la République sur le même pied d'égalité que les groupes rebelles pour aboutir à la formule 1+4 , un Président de la République et 4 Vice-Présidents de la République. Formule anticonstitutionnelle inédite ! Un partage du pouvoir entre un gouvernement légitime et des seigneurs de guerre qui ont massacré en toute impunité les populations. Or ce sont des faits qu'aucun pays européen n'accepterait chez eux : l'impunité des crimes commis,
- 2) L'Europe a soutenu l'envoi des forces militaires de l'Eufor en supplément des forces onusiennes déjà actives sur le terrain pour, disait-on « sécuriser » les élections de 2006, or il s'est avéré que sur le terrain la résultante de cette présence de l'Eufor c'était de « sécuriser » la fraude électorale montée et organisée par le pouvoir en place. Il s'en est suivi une contestation générale assortie d'une guerre dans la ville de Kinshasa orchestrée par les miliciens Mouras de Kabila Kanambe , contre les leaders de l'Opposition qui s'étaient regroupés dans la résidence de Jean-Pierre Bemba concurrent de Kabila qui avait réellement gagné les élections .
- 3) C'est une personnalité de l'Union Européenne qui a donné des injonctions à Bemba pour qu'il joue au perdant des élections contre une somme d'argent.
- 4) L'Europe a soutenu la Constitution rédigée à Liège et promulguée par Kabila en 2006 pendant que les Forces de l'Opposition ont été traitées d'irresponsables par des ténors de l'Europe simplement parce que ces personnalités politiques congolaises rejetaient cette Constitution estimant qu'elle était contraire aux intérêts des Congolais. Quelques temps plus tard le rapport même du Représentant de l'Union Européenne à Kinshasa Mr. De Filippi était clair sur les irrégularités et les violations multiples des droits des citoyens en RDC , mais Bruxelles n'en a pas tenu compte .
- 5) L'Europe a cautionné l'existence de deux réalités socio-politiques en RDC: une rébellion **traquée par le système** à savoir l'Opposition MLC qui en son temps fut soutenue par l'Ouganda et une Opposition armée **d'accompagnement du système** Kabila en faveur du RDC-Goma qui est toujours soutenue par le Rwanda : le MLC fait face à la Justice internationale depuis le mois de mai 2008 tandis que le RCD-Goma bénéficie de l'impunité totale jusqu'à ce jour et participe à des degrés divers à la gouvernance du pays jusqu'à ce jour.
- 6) L'Europe a encouragé en 2005 le voyage du Président de la Commission Européenne Mr. Manuel Barroso accompagné par Mr. Louis Michel alors Commissaire Européen pour exhorter les Parlementaires congolais dans l'enceinte de l'Institution Palais du Peuple pour les orienter expressément lors d'une intervention filmée par les médias locaux , dans le sens du soutien au régime en place.



- 7) La contribution financière de l'Europe aux élections en RDC en 2006 et 2011 n'a pas servi à consolider la démocratie mais à la museler totalement car il n'y eut point de débats entre les candidats et Kabila. Au contraire, tous les Opposants qui critiquaient démocratiquement Kabila Kanambe étaient systématiquement frappés d'embargos médiatiques pour une durée de 15 jours à 60 jours selon la " gravité " de la faute ou de la critique estimée uniquement par le pouvoir en place, sans aucun recours possible. Le Président de la Haute Autorité des médias Mr. Modeste Mutinga fut récompensé d'une « victoire » aux élections législatives pour avoir brillamment muselé les Opposants .
- 8) L'Europe a cautionné le scrutin frauduleux en 2011 également , alors que tout le monde savait que c'est Mr. Etienne Tshisekedi qui avait gagné les élections .
- 9) Au Congo il est arrivé plusieurs fois que des Députés européens débarquent à Kinshasa sans que l'opinion nationale sache réellement la teneur de leur mission et ce qu'ils venaient « dire » à Kabila en privé...
- 10) Le financement des programmes de mixage et de réinsertion dans l'armée nationale des rebelles qui avaient été désarmés ou qui avaient « déposé » les armes , programmes largement soutenus par la Communauté Internationale, a davantage servi à introduire insidieusement des éléments étrangers, rwandais, ougandais et mercenaires qui pillent nos matières premières au sein des Forces Armées Congolaises et qui massacrent les populations. Cela a contribué à déstabiliser complètement notre Défense nationale au profit de l'occupation militaire durable des étrangers.
- 11) Tous les accords, arrangements particuliers, consensus etc, obtenus en dehors de tout cadre constitutionnel en faveur de Kabila Kanambe ont été réalisés en violation de tous les principes démocratiques : le Parlement Européen a toléré cela. Le Glissement a eu lieu aux dépens de l'Opposition politique .

En fonction de tous ces éléments, j'émet des réserves quant à la capacité de Mme KIENGE d'influer efficacement pour que le Parlement européen change de fusil d'épaule . Il faudrait que l'on puisse constater réellement que les sanctions annoncées contre Kinshasa en 2016 en guise de pression pour le respect de la Constitution et l'organisation des élections, produisent des résultats, or jusqu'à présent il n'en est rien. Et nous sommes déjà en décembre 2017 !

Ainsi la RDC a été traitée comme un laboratoire par toute la Communauté Internationale , où les criminels ont été protégés et les démocrates découragés. La militarisation des milices rebelles demeurent une réalité pour les mouvements rebelles soutenus par le Rwanda alors que les militaires congolais sont systématiquement démilitarisés et neutralisés.

Mes propositions concrètes

Il faut que le Parlement Européen émette sans délais de nouvelles règles éthiques et un protocole rigoureux concernant les voyages de ses mandataires en RDC .



- Rendre public les programmes des visites en RDC, et mentionner clairement les interlocuteurs à rencontrer au regard des compétences équivalentes . Il y a eu trop de confusions des genres ces dernières années.

Exemples:

Mr Jean-Claude Junker , Président de la Commission Européenne a rang de Chef d'Etat, donc il est logique qu'il rencontre un autre Chef d'Etat. Idem pour le Président du Conseil Européen. Un Député européen rencontre des Députés congolais, et ainsi de suite. Ces précautions sont indispensables afin d'éviter des conflits d'intérêts personnels.

Se rendre en vacances au Congo parce qu'on y a des amis doit demeurer une initiative privée qui ne doit pas se transformer en une sorte de retrouvailles manipulées entre « copains » , avec un Dictateur en mal d'inspirations et qui cherchent des idées moyennant corruption pour mater encore davantage l'Opposition politique et les personnalités de la Société civile qui dérangent le pouvoir en place par leurs investigations.

Enfin, compte tenu que toutes les institutions de la RDC sont illégitimes et illégales , hors mandat, nous pensons qu'un signal fort en faveur du peuple Congolais serait que le Parlement Européen reconnaisse et accepte les passeports des Congolais en cours de validité jusqu'à la date de leur expiration. Ce serait une forme de pression supplémentaire sur Kinshasa qui visait à favoriser plutôt de nouvelles infiltrations d'étrangers en leur accordant de fausses identités congolaises en leur attribuant de nouveaux passeports au détriment des Congolais et cela, dans la perspective diabolique de futures complications.

Voici Mesdames et Messieurs, l'essentiel des réflexions qui me semblent susceptibles de faciliter des pistes de solution pour que le Parlement Européen redevienne une institution objective au service de la démocratie et du développement et aider la RDC à sortir définitivement de la crise qui sévit depuis trop longtemps . Je vous remercie.

Justine M'POYO KASA-VUBU

Présidente Nationale du Mouvement des Démocrates MD

Ministre Ambassadeur Honoraire